

Brochure n° 3124

Convention collective nationale
IDCC : 112. – INDUSTRIE LAITIÈRE

ACCORD DU 7 FÉVRIER 2013
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS CONVENTIONNELLES AU 1^{ER} FÉVRIER 2013

NOR : ASET1350485M
IDCC : 112

Entre :

La FNIL,

D'une part, et

La CFE-CGC Agro ;

La CSFV CFTC ;

La FGA CFDT ;

La FGTA FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Augmentation des salaires mensuels minima conventionnels

Au 1^{er} février 2013, la grille des salaires mensuels minima conventionnels, établie pour un travail à temps complet, est augmentée comme suit :

- le coefficient 120 est fixé à 1 435 € ;
- du coefficient 125 au coefficient 150, la grille est augmentée de 2 € par rapport au coefficient précédent ;
- du coefficient 155 au coefficient 185, la grille est augmentée de 3 € par rapport au coefficient précédent ;
- à partir du coefficient 190, la grille est augmentée de 1,9 %.

Article 2

Augmentation de la ressource annuelle minimale (RAM)

Au 1^{er} février 2013, la RAM applicable aux salariés comptant au moins 1 année d'ancienneté dans l'entreprise au 31 décembre, établie pour un travail à temps complet, est augmentée comme suit :

- le coefficient 120 est fixé à 18 700 € ;
- du coefficient 125 au coefficient 170, la grille est augmentée de 60 € par rapport au coefficient précédent ;
- à partir du coefficient 175, la grille est augmentée de 1,9 %.

Article 3

Augmentation de la contrepartie conventionnelle garantie au temps d'habillage et de déshabillage

Au 1^{er} février 2013, en application des dispositions de l'accord du 27 octobre 2000, la contrepartie conventionnelle annuelle garantie au temps d'habillage et de déshabillage est augmentée de 1,9 %. Elle est ainsi portée à 95,74 €.

Article 4

Augmentation du barème des primes d'ancienneté conventionnelles

Au 1^{er} février 2013, le barème des primes d'ancienneté conventionnelles est augmenté de 1,9 %.

Article 5

Demande d'extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord. Celui-ci sera déposé à la direction des relations du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Paris, le 7 février 2013.

(Suivent les signatures.)